



VISITES DES LIEUX DE PRIVATION DE LIBERTÉ

LIEUX DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE (ZONES D'ATTENTE ET CENTRES DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE)

Rapport de visite concernant :	
Type d'établissement : (Nom de l'établissement, adresse et coordonnées)	
☐ Zone d'attente de :	
⊠ Centre de rétention administrative d'HENDAYE	

Rappel du cadre légal

Article 719 du code de procédure pénale : « (...) les bâtonniers sur leur ressort ou leur délégué spécialement désigné au sein du conseil de l'ordre sont autorisés à visiter à tout moment (...) les lieux de rétention administrative, les zones d'attente ... »

Pour les zones d'attente : articles L. 340-1 à L. 343-11 et R. 340-1 à R. 343-34 du CESEDA

Pour les centres de rétention administrative : articles L. 740-1 à L. 744-17 et R. 740-1 à R. 744-17 du CESEDA

Date de la visite : 17/11/2023

Heures de visite : DÉBUT : 14 h 40 FIN : 15 h 50

Visite effectuée par :

Maître Agnès HAUCIARCE-REY, Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du Barreau de BAYONNE,

Maître Christophe DESPREZ, Membre du Conseil de l'Ordre, Délégué.

Indiquez le nombre total de personnes présentes à la visite : 6, dont l'Adjoint au Centre de Rétention, la Chef de rétention et plusieurs surveillants.

Avez-vous prévenu de votre visite ? □ OUI ⊠ NON

Nom de la personne en charge de l'établissement :

Nom de l'adjoint ou des adjoints : Monsieur CREMADES

Noms et grade de la ou des personnes qui vous accompagnent au cours de la visite :

I- INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE LIEU VISITÉ

Adresse et type de local :	
Centre de Rétention Administrative d'HENDAYE	
1, Rue Joliot Curie	
64700 HENDAYE	
 Avez-vous pu consulter le registre du lieu de rétention adminis 	strative? ⊠ OUI □ NON
 Votre visite a-t-elle été notifiée sur le registre du lieu de rétenti □ OUI ⋈ NON 	on administrative ?
■ Avez-vous pu échanger avec un retenu ? ⊠ OUI □ NON	
Quelques retenus se sont plaint de la saleté, de ce qu'ils ne mange ce qu'ils dorment mal ou ne peuvent parler.	nt pas bien voir périmé, de
Un retenu a évoqué l'ingestion de 5 pièces de monnaie sans qu'on	le prenne en charge.
II- STATISTIQUES	
■ Nombre de refus d'entrée (ZA) et de mesures d'éloignement (re	étention) ?
 Nombre de personnes maintenues : 29 	
- Focus sur les familles ? 0	
- Focus sur les mineurs isolés ? 0	
■ Nombre de demandeurs d'asile ? 2/3 par mois en moyenne (de	e 0 à 7 au maximum)
Nombre de personnes refoulées (ZA) / renvoyées (rétention) ?	30 %
 Nombre de personnes « libérées » par le JLD ou la cour d'appel 	? 15 % en 1ère prolongation
 Durée moyenne du placement ? 30 jours 	

III- CONDITIONS MATÉRIELLES

 Quelle est la configuration des locaux (nombre et usages de pièces, superficie, emplacement par rapport aux parties administratives, parties collectives, espaces de détente, en plein air, matériel de loisirs, etc...) ?

actorite, on prom an, materier ac reseme, etc, .	
Bâtiment séparé derrière le commissariat de police, sur rdc et un étage.	
Entrée sas, local visites et avocat vitré.	
Poste de surveillance (caméras dans tout le centre, sauf chambres – enregistrements conservés 1 mois), bureaux administratifs et fouille.	
A côté du poste : 1 chambre d'isolement (!?)	
Environ 3 par an (2023 = 3).	
Partie rétention derrière = chambres + 1 cour grillagée au-dessus (1 table ping-pong, 2 appareils de musculation), 1 pièce baby-foot, 1 salle de prière.	
A l'étage chambres, petite cour grillagée (2 petits banc sport), local La Cimade, local OFII, réfectoire et pièces de service.	
Cours plutôt sales avec traces brulures. Plus généralement sols tachés.	
Capacité d'accueil ? 30	
Actuellement 25 hommes.	
Nombre de personnes par chambre ? 2	
TV H.S. + câbles utilisés pour téléphones – En cours de réapprovisionnement.	
Chambres ouvertes, possibilité de fermer de l'intérieur. Mais commande à distance	
Existe-t-il un dispositif particulier pour les familles ?	
□ OUI ⋈ NON	
Si oui, lequel ?	
Les places familles existant antérieurement ont été transformées pour plus d'hommes.	
Les personnes retenues ont-elles été en mesure de s'alimenter ? ⊠ OUI □ NON	
Dans quel lieu les repas sont-ils servis ?	
Réfectoire	
. Le renas a-t-il été servi chaud 2 ⊠ OUL⊡ NON	

Création par La Culinaire (société), livraison quotidienne, barquettes alimentaires, entrée, pain,

3

fromage, dessert.

	s éventuels interdits ou régimes alimentaires ont-ils été pris en considération dans le oix du repas ? ⊠ OUI □ NON
	s salé, pas gras. ns porc. Diner décalé en période de Ramadan. (80 % de musulmans)
	Point d'eau et d'hygiène (douches individuelles ou collectives, fréquence, mise à lisposition d'un trousseau d'hygiène de première nécessité, etc) ?
Dou	ches individuelles dans les chambres, chaudière en continu (coin sdb + lavabo, toilettes).
Kit ir	ndigent (slip chaussettes, t-shirt), kit hiver, kit hygiène.
	iettes et draps peuvent êtres lavés en blanchisserie chaque semaine. Linge personnel et séché sur place, à la demande.
IV	/- ACCÈS AUX DROITS
1.	DROITS GÉNÉRAUX
•	Modalités d'informations sur les droits ? ⊠ OUI □ NON
•	Accès gratuit à un interprète ? □ OUI ⊠ NON
	Seulement pour les audiences. ISM interprétariat, par téléphone avec La Cimade, dans son local.
•	Accès à un représentant du Consulat (sauf pour les demandeurs d'asile) ?
	□ OUI ⋈ NON
•	Modalités de communication avec toute personne de son choix (droit de visite et/ou téléphone) ? \boxtimes OUI \square NON
	Visites famille 30 minutes (possibilité d'allongement en fonction de l'affluence).
2.	ACCÈS À UN MÉDECIN ET AUX SOINS
•	Cabinet d'infirmier sur place ? ⊠ OUI □ NON
	UNCRA, organisme. 2 infirmiers (1 homme, 1 femme). Lundi au 8 h /18h. Médecin lundi, mercredi, jeudi jusqu'en début d'après-midi. Local sécurisé par une grille - + chambre sanitaire.
•	Convention avec un hôpital ? ⊠ OUI □ NON
	Entretien avec un médecin choisi qui se déplacerait ? ☐ OUI ☒ NON

	3.	ACCÈS À UNE ASSOCIATION
-		Les personnes retenues ont-elles accès à une association ? \boxtimes OUI \square NON
•		Si oui, laquelle ? La Cimade (+ local OFII)
•		L'association est-elle présente dans les lieux ou à distance ? dans les lieux = local
•		L'association intervient-elle pour fournir des informations sur les droits et le dossier ? $\ \ \boxtimes OUI \Box NON$
•		L'association intervient-elle pour faire valoir les droits des personnes retenues ' ⊠ OUI □ NON
	4.	DEMANDEURS D'ASILE
-		Les demandeurs d'asile ont-ils bénéficier d'un entretien avec un agent de l'Ofpra ?
-		Si oui, comment s'est déroulé cet entretien (case à cocher) ?
		Physique Par téléphone En Visio
-		Quel est le délai moyen de réponse ?
		Dossier envoyé et ensuite visio OFPRA. Depuis 2022, pas de visite OFRPA. En cas de refus, réponse sous 3 jours.
	5.	Avocat

- La liste des avocats du barreau concerné est-elle affichée dans les locaux ?
 ☑ OUI ☐ NON
- Accès de l'avocat dans un local garantissant la confidentialité ? ⊠ OUI □ NON

Local vitré à l'entrée (également pour les familles) peu satisfaisant en termes de confidentialité.

Mais possibilité de demander un bureau (solution peu utilisée pour des raisons de sécurité invoqués par nos confrères, selon nos interlocuteurs).

6. SALLES D'AUDIENCE

Délocalisées ou transport avec escorte aux juridictions ?

En l'état transport juridictions, sous escortes.

?

7. CONDITIONS GENERALES

Avez-vous constaté des violences ou des mauvais traitements sur les personnes retenues ?
□ OUI ⊠ NON
Les locaux sont-ils adaptés aux personnes handicapées ?
□ OUI ⋈ NON
Pas de retenus en fauteuil car restaurant (+ infirmerie, locaux La Cimade, OFII) à l'étage.
V- ACTIONS DU BATONNIER A L'ISSUE DE LA VISITE
Quelles actions avez-vous ou allez-vous mener à l'issue de la visite ? (Rapport, courriers, signalements, recours)
Rapport
VI- RELAI A LA PRESSE LOCALE / NATIONALE
Avez-vous contacté la presse ?
□ OUI ⋈ NON
VII- CONCLUSIONS / VOS RECOMMANDATIONS

Propreté moyenne avec sols sales et tachés.

Local avocat assurant totale confidentialité, à différencier, sécuriser.

Procédure et conditions d'isolement non totalement encadrées et ne permettant pas un contrôle des avocats ou même du Juge des Libertés et de la Détention.

Il nous a été indiqué qu'il ne s'agissait que de placements pour « quelques heures » (?), après avis parquet et que ces placements faisaient encore l'objet d'une inscription à un registre spécial, lequel nous a été présenté.

Il conviendrait toutefois que cela puisse être mentionné à la procédure soumise aux audiences (par exemple en le mentionnant encore au registre général ?























































